



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Séance du Comité syndical du 13 juillet 2016

Le 13 juillet 2016, à 10 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 7 juillet 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	96
Nombre de délégués présents ou représentés :	54 dont 16 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Jacques GODARD (Le Bourget), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres).

Grand Paris Seine Ouest : Mme Christine BRUNEAU, M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE, M. Jean-Marc SZMARAGD.

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN

EPT 11 : M. Bruno HELIN

Vallée Sud Grand Paris : M. Roberto ROMERO AGUILA.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Marcel POUJADE (Courbevoie), Mme Laëtitia DEKNUDT (Le Pré-Saint-Gervais), M. Thierry de MAZANCOURT (Vaucresson), M. Didier HOFFMANN (Viroflay), Mme Florence de PAMPELONE (Grand Paris Seine Ouest), M. Philippe LANGLOIS D'ESTAINTOT (Paris Ouest la Défense).

Suppléants sans voix délibératives :

M. Olivier BODO (Châtillon), M. Patrice MARCHAL (Paris Ouest la Défense).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Mme de La GONTRIE, M. Henri VINCENT (Bois-Colombes) à M. ISOARD, M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne) à M. BERNIER, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme PRECETTI, M. Denis REDON (Épinay-sur-Seine) à M. CARON, M. Yves MENEL (Garches) à Mme DESCHIENS, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont) à M. TURANO, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. MILLARD, M. BROS (Sogaris) à M. LE LANN, Mme Aline de MARCILLAC (EPT Grand Paris Seine Ouest) à Mme de PAMPELONE, M. Gautier MOUGIN (Grand Paris Seine Ouest) à Mme BRUNEAU, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. AZMI, Mme Khadija OUBOUMOUR (EPT 11) à Mme PHOJO, M. Alain SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est) à M. TELLIER, M. Rodéric AARSSE (EPT Vallée Sud Grand Paris) à M. GIBERT, M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) à M. PATTÉE.

Etaient excusés : Mme DAUVERGNE (Arcueil), M. PIERRE (Argenteuil), M. LEUCI (Bobigny), M. DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. PERON (Clichy-la-Garenne), M. ACCART (Courbevoie), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), MM. SANSON et LE HENAFF (Fontenay-Le-Fleury, M. TESTA (Noisy-le-Grand), M. GIRAULT et Mme JEN (Noisy-le-Sec), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. BERRIOS (Saint-Maur-des-Fossés), Mme BLOCH (Vaucresson), Mme BRAR-CHAVEAU (Vélizy-Villacoublay), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. LE ROUX (Yerres), MM. MOUGIN et KNUSMAN (EPT Grand Paris Seine Ouest).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Jérémie SWIDEREK responsable du déploiement. Les membres de la Sté Autolib' pour la présentation du rapport 2015 du délégataire.

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 13 mars 2016
- 2 - Comptes rendus du Bureau syndical du 11 mai et du 23 juin 2016
- 3 - Délibérations :
 - Election du/de la 2^{ème} vice-président(e) (poste vacant à la suite des élections régionales)
 - Modification des membres du bureau
 - Election de deux membres à la CAO
 - Election de deux membres à la Commission de Délégation de Service Public « Sapin »
 - Election de deux membres à la CCSPL
 - Bilan d'activité 2015 de la CCSPL
 - Modification statutaire
 - Adhésions de nouvelle(s) collectivité(s) ou EPT sous réserve des délibérations
 - Modification à la DSP (Avenant n°8)
 - Rapport 2015 du délégataire : présentation du rapport annuel par la Société Autolib'
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 10 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Florence de PAMPELONE est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 13 mars 2016

Le procès-verbal du Comité syndical du 13 mars 2016 est adopté à l'unanimité.

2 - Comptes rendus du Bureau syndical du 11 mai et du 23 juin 2016

La présidente rappelle aux membres que les comptes rendus des 2 séances du bureau leur ont été transmis et elle fait une synthèse oralement.

3 - Délibérations

3.1 Election du/de la 2^{ème} vice-président(e) (délibération 2016 15)

La présidente rappelle aux membres que par délibérations n°2014 014 du 10 juillet 2014 et 2015 17 du 6 juillet 2015, le Comité syndical a à la fois fixé à huit le nombre de vice-président(e)s et a procédé à leur élection :

1 ^{ère} VP	Christine BRUNEAU
2 ^{ème} VP	François KALFON
3 ^{ème} VP	Christophe NAJDOVSKI
4 ^{ème} VP	Thierry Michel ISOARD
5 ^{ème} VP	Jean-Luc MILLARD
6 ^{ème} VP	Patrice PATTÉE
7 ^{ème} VP	Samuel BESNARD
8 ^{ème} VP	Xavier CARON

Cependant, à la suite des élections régionales, le poste de 2^{ème} vice-président, occupé par M. Kalfon est vacant.

La présidente indique que lors du bureau qui s'est tenu le 11 mai 2016 et dont le compte rendu a été transmis à tous les membres, elle a informé les membres que M. Yann WEHRLING, délégué titulaire représentant la Région Île-de-France s'est déclaré candidat au poste de 2^{ème} vice-président. Elle ajoute que les membres ont approuvé cette candidature estimant qu'il était normal que ce poste revienne au nouveau délégué de la Région.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉSIGNE à l'unanimité, M. Yann WEHRLING, 2^{ème} Vice-président.

3-2 Modification des membres du bureau (délibération 2016 16)

La présidente rappelle que selon l'article 10.4 des statuts, le Comité syndical élit un bureau. L'article 12 des statuts prévoit que le bureau est composé du/de la président(e), de Vice-président(e)s et de membres élus conformément aux dispositions prévues à l'article L. 2122-7 du Code Général des Collectivités territoriales.

Le nombre de membres du bureau est fixé librement par le Comité syndical.

Par délibérations n°2014 016 du 10 juillet 2014 et 2015, le Comité syndical a fixé à 15 le nombre des membres du bureau, la présidente et les 8 vice-présidents étant membres de droit et a désigné les membres suivants :

Christophe BERNIER
Sylvie CHABALIER (EPT11)
Bruno CLEREMBEAU
Bruno HELIN
Jean-Paul MORDEFROID
Christophe PROVOT (GPSO)

Cependant, l'EPT 11 et GPSO ayant désigné de nouveaux délégués, les deux postes occupés par Mme Chabalier et M. Provot sont vacants.

La présidente précise que lors du bureau qui s'est tenu le 11 mai 2016 et dont le compte rendu a été transmis à tous les membres, il a été décidé qu'il n'était pas nécessaire de pourvoir les postes puisque l'EPT 11 était encore représenté par M. HELIN et que GPSO l'était également par Mme BRUNEAU, mais plutôt de porter à 13 le nombre des membres du bureau.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE** de fixer à **13** le nombre des membres du bureau.

3.3 Election de deux membres à la CAO (délibération 2016 17)

La présidente rappelle que la commission d'appel d'offres du Syndicat est constituée et composée conformément aux articles L. 1414-2 et L. 1411-5 du CGCT.

Par délibérations 2014 019 du 10 juillet 2014 et 2015 28 du 9 novembre 2015, le Comité syndical a désigné les membres suivants pour siéger à la Commission d'appel d'offres, présidée de droit par la Présidente du Syndicat mixte Autolib' ou sa représentante :

Présidente de la CAO en remplacement de Mme Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente de droit : Mme Christine BRUNEAU, 1^{ère} Vice-présidente ou Mme Sophie DESCHIENS.

TITULAIRES

- 1 – **François KALFON** (Région Île-de-France)
- 2 – Christophe NAJDOVSKI
- 3 – Thierry-Michel ISOARD
- 4 – Jean-Luc MILLARD
- 5 – Patrice PATTÉE

SUPPLEANTS

- 1 – Samuel BESNARD
- 2 – Christophe BERNIER
- 3 – **Sylvie CHABALIER** (EPT 11)
- 4 – Bruno CLEREMBEAU
- 5 – Bruno HELIN

Cependant, la Région Île-de-France et l'EPT 11 ayant désigné de nouveaux délégués, les deux postes occupés par M. Kalfon et Mme Chabalier sont vacants.

Considérant qu'à la suite des nouvelles désignations deux postes sont vacants ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **DESIGNE** M. Yann WEHRLING membre titulaire pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres ;

DESIGNE Mme Geneviève GAILLABAUD membre suppléant pour siéger à la Commission d'Appel d'Offres.

3-4 Election de deux membres à la Commission de Délégation de Service Public « Sapin » (délibération 2016 18)

La Commission de délégation de service public est constituée et composée conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibérations 2014 020 du 10 juillet 2014 et 2015 30 du 9 novembre 2015, le Comité syndical a désigné les membres suivants pour siéger à cette commission, présidée de droit par la Présidente du Syndicat mixte Autolib' ou sa représentante :

Présidente de la Commission en remplacement de Mme Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente de droit :

Mme Christine BRUNEAU, 1^{ère} Vice-présidente ou Mme Sophie DESCHIENS.

TITULAIRES

- 1 – **François KALFON** (Région Île-de-France)
- 2 – Christophe NAJDOVSKI
- 3 – Thierry-Michel ISOARD
- 4 – Jean-Luc MILLARD
- 5 – Patrice PATTÉE

SUPPLEANTS

- 1 – Samuel BESNARD
- 2 – Christophe BERNIER
- 3 – **Sylvie CHABALIER** (EPT 11)
- 4 – Bruno CLEREMBEAU
- 5 – Bruno HELIN

Cependant, compte tenu de la désignation, par la Région Île-de-France et l'EPT 11, de nouveaux délégués au Comité syndical les postes occupés par M. Kalfon et Mme Chabalier sont vacants.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **DESIGNE** M. Yann WEHRLING membre titulaire pour siéger à la Commission délégation de service public.

DESIGNE Mme Geneviève GAILLABAUD membre suppléant pour siéger à la Commission délégation de service public.

3-5 Election de deux membres à la CCSPL (délibération 19)

La présidente rappelle aux membres que la Commission Consultative des Services Publics Locaux du Syndicat est constituée et composée conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales. Par délibérations 2014 021 du 10 juillet 2014 et 2015 29 du 9 novembre 2015, le Comité syndical a désigné les membres suivants pour siéger à la CCSPL, présidée de droit par la Présidente du Syndicat mixte Autolib' ou sa représentante :

Présidente de la CCSPL en remplacement de Mme Marie-Pierre de la Gontrie, Présidente de droit :
Mme Christine BRUNEAU, 1^{ère} Vice-présidente ou Mme Sophie DESCHIENS.

TITULAIRES

- 1 – **François KALFON** (Région Île-de-France)
- 2 – Christophe NAJDOVSKI
- 3 – Thierry-Michel ISOARD
- 4 – Jean-Luc MILLARD
- 5 – Patrice PATTÉE

SUPPLEANTS

- 1 – Samuel BESNARD
- 2 – Christophe BERNIER
- 3 – **Sylvie CHABALIER** (EPT 11)
- 4 – Bruno CLEREMBEAU
- 5 – Bruno HELIN

5 membres représentants d'associations locales :

- Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)
- Union Fédérale des Consommateurs – Que choisir Ile de France
- Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTP)
- Association pour le développement du véhicule électrique (AVERE)
- Confédération du Logement et du Cadre de Vie

Cependant, compte tenu de la désignation par la Région Île-de-France et l'EPT 11, de nouveaux délégués au Comité syndical, les postes occupés par M. Kalfon et Mme Chabalière sont vacants.

Considérant qu'à la suite de nouvelles désignations mentionnées dans l'exposé deux postes sont vacants ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **DESIGNE** M. Yann WEHRLING membre titulaire pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

DESIGNE Mme Geneviève GAILLABAUD membre suppléant pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

3.6 Bilan d'activité 2015 de la CCSPL (délibération 2016 20)

La présidente rappelle aux membres que l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que le/la Président(e) de la CCSPL présente à son assemblée chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. Elle indique que ce bilan a été examiné par les membres de la CCSPL le 22 juin 2016.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **PREND ACTE**, du bilan d'activité 2015 de la Commission Consultative des Services publics locaux.

3.7 Modification statutaire (délibération 2016 21)

La présidente rappelle aux membres que l'article 6 des statuts prévoit que toutes les personnes publiques visées à l'article L. 5721-2 du CGCT et mentionnées à l'article 1 des statuts, peuvent demander à adhérer au Syndicat mixte.

Les statuts sont ainsi rédigés qu'ils permettent l'adhésion d'un EPCI compris en partie dans l'unité urbaine de Paris, mais ils ne permettent pas l'adhésion individuelle d'une commune, membre de ce même EPCI, qui ne serait pas incluse dans l'unité urbaine de Paris.

En l'espèce, les communes de Noisy-le-Roi et de Bailly, membres de Versailles Grand Parc, pourraient bénéficier de stations Autolib' si Versailles Grand Parc adhéra au Syndicat mixte, (ce qu'il serait fondé à faire puisqu'il est compris en partie dans l'unité urbaine de Paris), mais aux termes des statuts elles ne peuvent pas adhérer individuellement au Syndicat mixte puisqu'elles ne sont pas comprises dans l'unité urbaine de Paris.

Par souci de cohérence, il est donc proposé de compléter ainsi l'article 1 des statuts du Syndicat mixte :

« [...] »

Peuvent être membres du présent Syndicat avec voix délibérative, les collectivités suivantes :

- la Ville de Paris

- les 412 communes de la Région Ile-de-France comprises dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE (cf. page 14)

- les Établissements publics de coopération intercommunale de la Région Ile-de-France compris en partie ou en totalité dans l'« unité urbaine de Paris 2010 » au sens de l'INSEE, **et leurs communes membres**

- La Région Ile-de-France

- Les Départements d'Ile-de-France

[...] »

Considérant que la modification statutaire a été examinée en Bureau lors de la séance du 23 juin 2016 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** la modification des statuts ci-annexée.

3.8 Adhésions de nouvelle(s) collectivité(s) ou EPT (délibérations :

2016 22 Bailly
2015 23 Bois-d'Arcy
2015 24 La Celle-Saint-Cloud
2015 25 Noisy-Le-Roi
2015 26 Saclay
2015 27 Saint-Gratien

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, l'adhésion des 6 communes au Syndicat mixte Autolib' Métropole, sous réserve que la délibération 2016 21 du 13 juillet 2016 soit approuvée et obtienne son caractère exécutoire ; **DIT** que conformément à l'article 4 de la délibération 2016 09 du 15 mars 2016 relative à l'approbation du budget primitif 2016, la contribution des nouveaux membres du Syndicat mixte, est fixée à 2 500 euros par station.

3.9 Modification à la DSP (Avenant n°8) (délibération 2016 28)

La présidente indique que l'avenant proposé traite du sujet suivant :

Le Concessionnaire a exprimé au Concédant ainsi qu'au Comité de Suivi son souhait de développer une activité de publicité sur les véhicules du parc Autolib'.

Il a été convenu entre les Parties qu'une phase préalable d'expérimentation aurait lieu entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2016. Cette expérimentation doit permettre de s'assurer de l'adéquation entre ce support et le marché de la publicité, de mesurer le niveau de rentabilité de cette activité, de mieux appréhender les contraintes et obstacles rencontrés par le Concessionnaire dans l'exécution des prestations techniques, d'évaluer l'impact éventuel sur le service de location de véhicules et de recueillir l'avis des usagers sur cette activité.

Le Concédant a demandé à ce que qu'un protocole d'accord détermine les conditions dans lesquelles le Concessionnaire et le Concédant sont amenés à collaborer dans le cadre de la phase d'expérimentation.

Le protocole d'accord précise notamment :

- la durée de la phase d'expérimentation, le nombre de campagnes publicitaires, le format des publicités et le nombre maximal de véhicules affectés ;
- pour chaque campagne, les modalités d'information préalable et de validation des campagnes par le Concédant ;
- que l'ensemble des parties prenantes (Concessionnaire, régie publicité, annonceurs, ...) doit adhérer à une charte éthique co-rédigée par le Concessionnaire et le Concédant et annexée au protocole d'accord ;
- les aspects de tarification pour les annonceurs, le Contrat de régie et l'encadrement des frais de régie ;
- les indicateurs de suivi de l'expérimentation (CA, marge brute, perception par les usagers, impact sur le volume de locations, ...) ;
- les modalités de prise en compte du résultat d'exploitation dans les comptes de la DSP ;
- l'engagement du Concédant à effectuer une restitution de l'expérimentation via un rapport final.

Or, conformément aux articles 5.1.3 et 8.3 de la Convention de concession, il est stipulé respectivement que :

5.1.3 : « Toute publicité étrangère au service AUTOLIB' est interdite sur les Stations, Espaces et sur les BLUECAR®. »

8.3 « Le Concessionnaire pourra développer toutes activités connexes au Service Public AUTOLIB' à l'exception de l'affichage de publicité sur les Espaces et Stations AUTOLIB' ou sur les BLUECAR®.»

Afin de procéder à une phase d'expérimentation d'une durée limitée dans le temps, il est donc nécessaire de modifier les termes des articles 5.1.3 et 8.3 précités pour en permettre l'exécution, étant entendu que cette activité ne change pas substantiellement la nature globale de la Concession.

La publicité sur les véhicules pendant la durée du présent Protocole ne donnera lieu à aucune redevance au profit du Concédant.

Si les résultats de la phase de test sont positifs, les Parties envisageront de pérenniser cette activité de publicité par un avenant à la DSP qui définira les conditions de mise en œuvre et notamment la mise en place d'une redevance de frais de contrôle pour le concédant.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **AUTORISE** la Présidente à signer l'avenant n°8 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques et à mettre au point ses annexes.

3.10 Rapport 2015 du délégataire : présentation du rapport annuel par la Société Autolib' (délibération 2016 29)

La présidente rappelle que l'article L. 1411-3 du C.G.C.T. prévoit que le délégataire d'une DSP produise chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Il doit permettre à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Elle informe les délégués que lors de la séance du 24 juin 2016, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a examiné sur le rapport qu'elle a présenté, le rapport 2015 du délégataire.

Elle précise que ce rapport doit ensuite être présenté à l'assemblée délibérante chargée d'en prendre acte.

La présidente donne ensuite la parole au délégataire pour présenter le rapport 2015.

Le Comité syndical, après en voir délibéré, **PREND ACTE**, du rapport 2015 du délégataire.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 12 heures 30.

La Présidente,



Marie-Pierre de la Gontrie